

SÉNAT

JOËLLE
GARRIAUD-MAYLAM

SENATEUR
REPRESENTANT
LES FRANÇAIS
ETABLIS HORS DE FRANCE

SECRETAIRE DE LA COMMISSION
DES AFFAIRES ETRANGERES
DE LA DEFENSE ET
DES FORCES ARMEES

VICE-PRESIDENTE DE LA COMMISSION
SUR LA DIMENSION CIVILE DE LA
SECURITE A L'ASSEMBLEE
PARLEMENTAIRE DE L'OTAN

SECRETAIRE DE LA DELEGATION
AUX DROITS DES FEMMES ET
A L'EGALITE DES CHANCES ENTRE
LES HOMMES ET LES FEMMES

PRESIDENTE DELEGUEE DES GROUPES
SENATORIAUX FRANCE AFRIQUE
DE L'OUEST (SENEGAL) ET FRANCE
ASIE DU SUD-EST (BIRMANIE)

REPRESENTANT LE SENAT A
LA COMMISSION NATIONALE
POUR L'EDUCATION, LA SCIENCE
ET LA CULTURE (UNESCO)

REPRESENTANT LE SENAT
A LA COMMISSION NATIONALE
POUR L'ELIMINATION DES
MINES ANTIPERSONNEL

MEMBRE DU BUREAU POLITIQUE
DE L'UMP

Paris, le 25 août 2010

Madame Michèle Alliot-Marie
Ministre d'Etat, garde des Sceaux,
Ministre de la Justice et des Libertés
13, place Vendôme
75042 Paris cedex 01

Re : Urgent / Conflit parental franco-allemand, enlèvement d'enfant

Madame le Ministre, *Chère Michèle,*

Il me semble important et urgent d'attirer votre attention sur la situation de Madame Caroline Boulva, à l'encontre de laquelle les autorités allemandes viennent d'émettre un mandat d'arrêt européen, après qu'elle ait réussi à ramener en France son fils de 17 mois, illégalement retenu en Allemagne depuis 7 mois par son père. La mère a présenté son fils à la brigade des mineurs et à un médecin légiste dès son retour sur le territoire français.

Aujourd'hui, Madame Boulva est recherchée par la police, et son inscription – sans base légale – dans le registre SIS-II lui interdit tout mouvement à l'intérieur de l'espace Schengen, même pour raison professionnelle. Si cette juriste a dû se résoudre à adopter un comportement dont elle appréciait tous les risques, c'était face à l'impossibilité de faire valoir ses droits dans des délais raisonnables, alors qu'elle soupçonnait que son fils était victime d'agissements pédophile.

Madame Boulva s'était vu retirer son bébé de 10 mois à l'occasion d'un bref séjour en Allemagne, son mari la faisant placer dans un service psychiatrique (je peux vous assurer, ayant eu l'occasion de la rencontrer et de lui parler à plusieurs reprises que Madame Boulva est parfaitement saine d'esprit !).

De retour en France elle a lancé plusieurs procédures judiciaires :

- La procédure de divorce censée statuer sur les droits de garde a été ouverte en France le 20 janvier 2010, mais n'a pour l'instant pas abouti, bien que le TGI de Paris ait reconnu la compétence française sur cette affaire.
- Une procédure criminelle pour séquestration arbitraire et violence aggravée est en cours depuis le mois de mars : un juge d'instruction a été nommé et une commission rogatoire lancée.
- Une procédure pour mise en danger de mineur a été ouverte à la même date devant la brigade des mineurs du Parquet de Paris.
- Enfin, une demande en retour en Convention de Bruxelles II bis, a été transmise par la voie de l'autorité centrale du Ministère de la Justice Autorités allemandes, pour l'instant en vain.

Après avoir exigé que l'ensemble des pièces justificatives soient traduites en allemand, les autorités allemandes demandent maintenant une provision de 1500 € sur des frais d'avocat pour que la demande en retour soit jugée en Allemagne, alors même que c'est la France, pays de résidence habituelle de l'enfant, qui est compétente pour juger cette affaire.

C'est donc face à la lenteur de la justice française, pourtant seule compétente dans cette affaire, qui contraste avec la rapidité et l'ampleur des moyens mis en œuvre par la justice allemande pour retenir l'enfant en Allemagne en toute illégalité, que Madame Boulva a dû se décider à aller chercher elle-même son fils.

Extrêmement préoccupée par ce cas, je vous serais très reconnaissante de bien vouloir m'indiquer quelles mesures pourraient être prises en urgence, pour protéger cette mère et l'intérêt supérieur de son enfant.

Je souhaiterais par ailleurs vous dire combien, face à la multiplication des conflits parentaux franco-allemands qui s'enveniment tant que l'une des parties a tendance à procéder à un enlèvement d'enfant, il me semblerait important de réactiver la commission parlementaire franco-allemande chargée d'étudier ces affaires, afin de parvenir dans les meilleurs délais au règlement des cas litigieux et à une harmonisation des pratiques judiciaires. Ces conflits apparaissent d'autant plus inacceptables qu'ils se produisent au sein de l'espace de Schengen, et alors même que la France comme l'Allemagne ont toutes deux ratifié la Convention de la Haye du 25 octobre 1980 sur les aspects civils de l'enlèvement international d'enfants.

Dans l'attente de votre réponse, je vous prie d'agréer, Madame le Ministre, l'expression de ma parfaite considération, *et toute ma fidele*

amitie'

Joëlle Garriaud
Joëlle Garriaud-Maylam